

## Pour les syndicats de la FSU, « le compte n'y est pas »

La FSU et ses syndicats SNUipp, SNES et SNEP reviennent sur les conditions de la rentrée, sur les moyens attribués qu'ils jugent insuffisants, en particulier dans le contexte sanitaire actuel.



Une semaine après la reprise scolaire, Valérie Poyet, secrétaire départementale de la FSU 68, fait ce constat récurrent : « Les enseignants sont heureux de retrouver leurs élèves, mais ils sont las des annonces scandaleuses du ministre Jean-Michel Blanquer. Tout passe par les médias, le dialogue social n'existe plus. » En outre, prolonge son homologue du Bas-Rhin, Géraldine Delaye, « la rentrée s'est faite, en termes de prévention, comme si rien ne s'était passé auparavant. Par exemple, on peut à nouveau brasser les élèves à la cantine. » Or, avant le point du rectorat de Strasbourg suspendu à l'aval ministériel, les élus ont déjà recensé une trentaine de classes fermées dans les écoles haut-rhinoises...

Le syndicat du premier degré, le SNUipp-FSU, demande que les niveaux du protocole sanitaire soient « corrélés à des indicateurs précis » et qu'au moins « ce qui est annoncé soit en place ». « Il n'y a pas de distributions d'autotests, pas de campagnes de dépistages, et les capteurs de CO2 reposent sur la bonne volonté et les budgets des mairies, détaille Mariane Brosse. Il faudrait aussi des personnels pour gérer le nettoyage des locaux et des masques pour tous les élèves. »

### Difficile d'aérer

Autre illustration concernant l'aération des locaux, parmi ceux qu'Arnaud Sigrist, secrétaire académique du Snes-FSU, a sondés, « près d'un tiers des collèges et la moitié des lycées ne peuvent pas ouvrir les fenêtres au-delà de l'oscillo-battant ». Par ailleurs, « les deux tiers des collèges ont abandonné le principe une salle-une classe »... Le Snep-FSU, par la voix de son représentant départemental haut-rhinois Frédéric Greiner, déplore toujours le manque d'installations sportives « d'autant plus mis en lumière par la crise du Covid » et la difficulté accrue « de programmer une offre variée ».

En ce qui concerne les moyens, « le compte n'y est pas non plus ». Dans le premier degré, calcule Mariane Brosse, la baisse des effectifs et les dotations de postes supplémentaires (35 postes dans le Haut-Rhin, 58 dans le Bas-Rhin) ne suffisent pas à faire face aux « priorités ministérielles », le dédoublement des grandes sections de maternelles dans

l'éducation prioritaire, « la légère augmentation du temps de décharge des directeurs », « la demande de tendre vers des classes à 24 maximum »... « Il ne reste rien » pour d'autres dispositifs comme les réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased).

« Il y a déjà des problèmes de remplaçants dans certaines circonscriptions », prévient Géraldine Delaye. « Des postes sont non pourvus, notamment parce qu'il y a moins d'embauches à la sortie du concours de professeurs des écoles, 192 cette année dans l'académie, contre 241 l'an dernier », complète Valérie Poyet (lire aussi ci-contre).

## Manque d'enseignants

S'agissant du second degré, « la rentrée est tendue ». La moitié des lycées ont des classes à 35, selon Arnaud Sigrist, et dans les collèges, « il y a eu 30 fermetures de postes, en conséquence les classes à leur seuil d'effectifs maximal - 24 ou 30 élèves, voire au-delà-, explosent. » Néanmoins, « la crise du recrutement se conjugue avec les affres de la gestion en flux tendus » et de nombreux établissements ont encore des postes vacants, du côté des enseignants comme de la vie scolaire. Arnaud Sigrist évoque encore cinq collèges qui ont ouvert un enseignement « français et culture antique » sur leur propre budget ou un lycée du Bas-Rhin dans lequel « la réforme aura eu raison des options arts plastiques, musique et bientôt espagnol ».

Enfin, pour le Snuipp-FSU, l'organisation de l'inclusion scolaire est « catastrophique », tant pour les conditions de travail des personnels que pour les enfants. « Dans le Haut-Rhin, 21 % des enfants ayant ou qui vont avoir une notification de la MDPH [Maison départementale des personnes handicapées, NDLR] n'ont pas d'accompagnant ou pas de place dans un établissement, c'est un vrai échec. »

« Au vu du contexte dégradé », la FSU annonce une mobilisation le 23 septembre.

*Catherine CHENCINER*